

UNION
NATIONALE

1956

ajou
pen
est
nati
fau
rich

hon
tou
vin
prie
por

pos

ns
au
lu-
no-
à
ru-

libéral
t indis-
» Il
chesses
que. Il
propres

e « des
ent que
la pro-
e ». Le
si incor-

ais l'op-

1956 : Union Nationale — Nos Oeuvres¹

« La campagne électorale qui commence a pour but de permettre à l'électorat de se choisir des représentants qui iront à Québec gouverner pour Québec. Avant de faire ce choix, il est bon de jeter un coup d'œil sur le passé. Ce n'est qu'ainsi que la population pourra juger où se trouvent ses vrais défenseurs... »

RÉALISATIONS DE L'U.N.

Dans le domaine de l'éducation, a-t-il dit notamment, l'Union nationale a débarrassé les commissions scolaires de

1. Extrait d'un discours prononcé aux Trois-Rivières le 20 mai 1956 et reproduit le lendemain dans le journal la Presse.

leurs dettes, bâti 3,352 nouvelles écoles primaires, 52 écoles spécialisées et distribué des millions de dollars en bourses d'étude. L'Union nationale a aussi bâti ou agrandi 119 nouveaux hôpitaux, haussé de 6 à 7,000,000 de dollars par année le montant des indemnités versées aux accidentés du travail, fait augmenter de \$1,000,000,000 par année le montant des salaires versés dans la province, pendant que la valeur de la production passait, de 1944, à 1956, de \$3,878,000,000 à \$8,074,000,000 et que 11,000 nouvelles industries s'établissaient dans la province.

L'immensité de ces œuvres et d'autres semblables, a continué M. Duplessis, soulève l'admiration des étrangers, même si les libéraux feignent de n'y rien voir. « Il est évident qu'il reste encore quand même beaucoup de choses à faire. Nous avons beaucoup de projets en marche. Mais tout cela est subordonné au règlement de la question la plus importante de l'heure : la question de la répartition des impôts entre Ottawa et les provinces.

« Québec a des raisons particulières de tenir plus que les autres provinces à la reconnaissance de ses droits, Québec est la seule province où on peut apprendre le français, où la religion est enseignée librement. Notre système d'hospitalisation est et doit demeurer conforme à notre mode de vie. Nos pères ont lutté pour que la race canadienne-française puisse vivre selon ses traditions nationales et religieuses. Nous devons garder précieusement l'héritage qu'ils nous ont légué.

« C'est à nos pères que nous devons le gouvernement responsable. C'est à leur expérience, unie à celle de leurs compatriotes anglais et protestants, que nous devons la formule fédérative, en vertu de laquelle un contrôle absolu est laissé aux provinces sur l'éducation, les hôpitaux et les richesses naturelles. L'exercice de cette juridiction suppose celui des pouvoirs de taxation, selon que l'a proclamé, entre autres, le grand chef libéral sir Wilfrid Laurier...

JUSQU'AU DERNIER SOU

« ... Duplessis ne trahira jamais sa province. Il ne sacrifiera rien de ses libertés contre un vil métal. Il n'aura de cesse dans sa lutte qu'il n'ait récupéré tout le butin qui appartient au Québec. »

M. Duplessis a terminé en disant que cette lutte, il ne la menait pas pour lui. « J'ai sacrifié, a-t-il dit, le confort d'une pratique légale assez intéressante pour me consacrer à ma province. Je me suis imposé des sacrifices. J'ai accepté un fardeau très lourd. La politique a pris mon

temps, ne m'en laissant à peu près pas pour ma famille et mes amis. Mais cette lutte, je ne l'abandonnerai pas...»

B LE MARCHÉ DE L'UNGAVA¹

On reproche à l'Union nationale, a commencé M. Duplessis, le marché qu'elle a conclu dans l'Ungava. Ceux qui connaissent les faits n'y croiront rien. Le territoire de l'Ungava couvre une superficie de 311,000 milles carrés, soit une superficie égale à celle de tout le vieux Québec. Avant l'Union nationale, il ne s'y faisait rien. C'était la terre de Caïn. Nous n'en tirions aucun revenu.

Nous avons loué à l'Iron Ore Company of Canada des droits miniers sur seulement 300 milles carrés de cette région et cela à condition que la compagnie construise une ligne de chemin de fer de 360 milles de longueur. Cette ligne a coûté à l'Iron Ore \$150,000,000. Avant l'Union nationale, pas un chemin de fer ne se construisait sans que la province ne déboursât elle-même des millions de dollars.

Ce chemin de fer pourra servir à exploiter les autres secteurs de ce vaste territoire que l'on sait riches en minerai. En plus d'avoir construit cette ligne pour exploiter une minime partie du territoire, la compagnie a payé des millions de dollars en salaires à des ouvriers de chez-nous. Elle a aussi payé des taxes municipales et scolaires.

D'ailleurs, la loi qui a sanctionné ce projet a été votée au Conseil législatif, où les libéraux détenaient la majorité. Elle n'aurait pas été adoptée sans le vote des libéraux. Ceux-ci sont mal venus de la critiquer aujourd'hui.

L'OPINION DE M. SAINT-LAURENT

A ces critiques, je réponds en proclamant que jamais Québec, au contraire, n'a bénéficié d'une entreprise aussi profitable que celle de l'Ungava. C'est aussi l'opinion du très hon. Louis Saint-Laurent, qui déclarait aux Communes, le 26 février 1951 : « Je sais que certains de mes amis ont reproché à l'administration provinciale le marché conclu dans l'Ungava. Pour ma part, je suis convaincu qu'il faut plutôt la féliciter d'avoir conclu cette entente... »

1. Extrait d'un discours prononcé à Matane le 27 mai 1956 et reproduit le lendemain dans le journal la Presse.

C INDUSTRIALISATION ET ÉLECTRICITÉ¹

A propos de l'industrialisation des diverses régions de la rive sud, le premier ministre a fait remarquer qu'elle entraînait tout naturellement dans le cadre de sa politique de décentralisation de l'industrie. Ces nouvelles industries, a-t-il dit, ne seront pas des « industries de promesses comme certains en ont fait miroiter devant vous » mais, de vraies industries qui fourniront de l'emploi additionnel et aideront au développement harmonieux de ce coin du Québec...

« La rive sud, a dit le premier ministre, était aux prises dans le passé avec un grand problème, celui de la pénurie d'électricité. Les grandes sources de force motrice sont sur la rive nord. Mais, commençant par le commencement, l'Union nationale a fait venir l'électricité de ce côté-ci du fleuve.

« Avant 1944, seulement 20 p. 100 des fermes étaient électrifiées. Elles le sont maintenant dans une proportion de 90 p. 100.

L'électricité a été conduite ici en assez grande abondance pour permettre les plus importants développements industriels.

« Il ne servait à rien de promettre des industries sans avoir d'abord l'électricité. Que nous ayons pris les moyens pour l'acheminer ici prouve la sincérité de l'Union nationale.

« Nous avons, par un câble de 31 milles de longueur, le plus long au monde, procuré à la rive sud le courant dont elle avait besoin. Plus rien ne s'oppose maintenant au développement industriel de votre région et de la Gaspésie en général. En assurant à la région qui va de Québec à Gaspé sa part d'industries, nous aurons travaillé à une décentralisation industrielle rationnelle et toutes les régions de la province seront en mesure d'en profiter... »

D LE PROBLÈME CONSTITUTIONNEL

Comme à toutes ses assemblées précédentes, M. Duplessis a traité du problème constitutionnel. Il a demandé à la population d'appuyer sa lutte pour la récupération de tous les droits de la province. « Nous menons la lutte contre la centralisation, contre ceux qui voudraient n'avoir au Canada qu'un seul gouvernement, contre ceux qui aimeraient voir disparaître les provinces. Nous voulons que Québec soit gouverné à Québec et pour Québec, non à

1. Extrait d'un discours prononcé à Rivière-du-Loup le 28 mai 1956 et reproduit le lendemain dans le journal la Presse.

Ottawa pour les gens d'ailleurs. Le problème fiscal n'est pas réglé, mais nous n'aurons de cesse qu'il ne le soit.

« Nous avons déjà récupéré un peu de nos droits. Il ne faut pas abdiquer à ce moment critique de notre histoire en confiant la direction de nos destinées à des gens qui se sont mis sous la tutelle de leurs maîtres d'Ottawa. Ceux qui veulent vraiment la conservation de notre héritage, le maintien de nos écoles catholiques et françaises doivent voter pour l'Union nationale. »

« Les vrais libéraux, ceux qui sont fidèles aux principes autonomistes de Laurier, de Mercier, Gouin et Taschereau, a ajouté M. Duplessis, appuient le gouvernement actuel dans cette lutte. Ils ne reconnaissent pas M. Lapalme pour leur chef. »

L'AGRICULTURE¹

« L'Union nationale a changé partout la face de la province. Je n'ai pas besoin de rappeler la misère de la classe agricole avant 1944. Les cultivateurs étaient alors endettés, leurs fils incapables de s'établir sur des terres, les fermes étaient à l'abandon, les corporations municipales et scolaires étaient aux portes de la ruine malgré nos immenses ressources hydrauliques, l'électricité était à peu près inconnue dans les campagnes. Nous avons électrifié les fermes, après avoir assuré au cultivateur la stabilité sur sa ferme par le crédit agricole, et nous avons réalisé une politique de drainage qui a augmenté considérablement le rendement des fermes... »

ROUTE TRANS-CANADA

Pour la première fois au cours de la présente campagne électorale, le premier ministre Duplessis a parlé ici, hier soir, de la route Trans-Canada. Il a déclaré que son gouvernement ne voulait rien avoir à faire avec une route construite d'après des spécifications et des directives du fédéral.

La voirie, a-t-il dit, relève de la juridiction provinciale et Québec ne permettra pas à Ottawa de s'immiscer dans ses affaires. De toute façon, il existe déjà une route pour relier Québec à l'Ontario et d'autres projets de voirie sont plus urgents...

1. Extrait d'un discours prononcé à Amqui le 3 juin 1956 et reproduit le lendemain dans le journal la Presse.

LA SÉCURITÉ SOCIALE¹

M. Duplessis a mentionné, en autres, les allocations aux invalides, aux mères nécessiteuses, aux vieillards n'ayant pas atteint l'âge de la pension fédérale, la création du premier ministère de la Jeunesse en Amérique du Nord, l'ouverture de plus de 50 écoles spécialisées, l'octroi de plus de 125,000 bourses d'études à des fils d'ouvriers, la création d'un centre de réhabilitation à Montréal, la mise sur pied d'un centre d'apprentissage où s'affirme la coopération entre les employeurs et les ouvriers, la prise en charge par la province des dettes des commissions scolaires et les octrois à ces dernières, la fondation de 109 nouveaux hôpitaux et les généreux octrois, particulièrement aux hôpitaux de Montréal, les dons d'un million pour la réalisation du plan Dozois et de \$2,500,000 pour une salle de concert, etc.

M. Duplessis a dit que son gouvernement se proposait de faire encore plus pour les vieillards, pour les orphelins, pour les municipalités, qu'il veut soulager complètement du fardeau de l'assistance publique, mais qu'il fallait pour cela que les impôts soient répartis équitablement et que toutes nos sources de revenus nous soient rendues.

M. Duplessis a répété avec insistance qu'il nous fallait tout notre « butin ». Ce butin, a-t-il ajouté, c'est l'héritage que nous ont légué nos ancêtres, qui ont versé leur sang pour que nous puissions parler français et garder notre religion catholique. « Cet héritage, nous voulons le conserver, et seule l'Union nationale peut le conserver. »

1956 : Programme du parti libéral²

DÉCLARATION DE PRINCIPES

Héritier d'une tradition qui a toujours valu à la province de Québec le respect de ses droits et l'avancement de toutes les classes sociales, le Parti libéral provincial, respectueux de la volonté populaire, entend rétablir dans son intégrité le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

1. Extrait d'un discours prononcé par Maurice Duplessis à Montréal le 15 juin 1956 et reproduit le lendemain dans le journal la Presse.
2. Pamphlet publié par le parti libéral à l'occasion de l'élection de 1956 sous le titre : *Le parti libéral - sa doctrine, ses buts, son programme.* « Lapalme au pouvoir! »